

PATRIMOINE SACRÉ
L'archevêque du Haut-Karabagh,
Mgr Barkev Mardirossian, devant
la cathédrale Saint-Sauveur
de Chouchi, l'une des plus grandes
églises du monde arménien.
L'édifice a été bombardé le 8 octobre
2020 par les forces azéries.

© ANTOINE AGOUDIAN

Karabagh Terre_{de} sang

Par Mikaël Nichanian

L'offensive de l'Azerbaïdjan
sur le Haut-Karabagh
a renoué le fil d'une histoire
tragique, qui se confond
avec celle de l'Arménie face
à l'expansionnisme turc.





PEAU DE CHAGRIN En haut : le monastère de Dadivank, construit entre le IX^e et le XIII^e siècle, est situé dans le Kelbadjar. Cette province du Karabagh historique, limitrophe de la république d'Artsakh (Haut-Karabagh), a été restituée par l'Arménie à l'Azerbaïdjan. Malgré la protection de militaires russes, l'avenir du monastère comme celui des autres monuments religieux arméniens en zone azérie reste incertain. Ci-dessus : une vieille femme de Stepanakert, capitale du Haut-Karabagh, déterminée à défendre son foyer. A gauche : après l'accord de cessez-le-feu signé le 9 novembre 2020 par l'Arménie et l'Azerbaïdjan sous l'égide de Vladimir Poutine, le territoire de la république d'Artsakh a été réduit de deux tiers au profit de l'Azerbaïdjan.

Au terme de six semaines d'intenses combats et au prix d'au moins 3 000 morts pour chaque camp, l'Arménie a dû conclure, le 9 novembre dernier, un cessez-le-feu aux allures de capitulation. Lancée le 27 septembre avec le soutien actif de son protecteur turc, l'offensive de l'Azerbaïdjan sur la région contestée du Haut-Karabagh avait atteint la quasi-totalité de ses objectifs militaires : les Azéris avaient conquis le sud de la république arménienne d'Artsakh (nom arménien du Karabagh, enclave montagneuse peuplée d'Arméniens, indépendante depuis 1991) jusqu'à la ville de Chouchi (Choucha pour les Azéris). Ils ont aussi imposé le retrait des territoires limitrophes que les Arméniens occupaient depuis 1994 et leur succès dans la première guerre du Haut-Karabagh. Par sa rapidité et son ampleur, cette victoire totale (ou quasi totale, puisque le président russe Vladimir Poutine a imposé la présence de « forces de maintien de la paix » russes pour protéger d'un nettoyage ethnique imminent les populations arméniennes du Haut-Karabagh) a été accueillie avec surprise.

Et pour cause : la plupart des experts n'avaient pas anticipé l'intervention directe de la Turquie dans le conflit. C'est elle qui a permis l'usage des drones armés Bayraktar TB2, pilotés à distance par des militaires turcs, mais aussi de plus de 1 500 mercenaires djihadistes, recrutés en Syrie, pour réduire les pertes militaires affichées jusqu'alors par l'Azerbaïdjan. Plus significatif encore, le général Sadikov, chef d'état-major des forces armées azéries depuis vingt-sept ans, a été démis de ses fonctions pour laisser la place à des généraux turcs, qui ont dirigé les opérations militaires depuis Bakou, ce qui traduit l'influence nouvelle dont jouit la Turquie auprès de son voisin.

Cette guerre marque ainsi le basculement de l'Azerbaïdjan dans l'orbite turque. Nul doute que Vladimir Poutine saura se souvenir de cet affront qui vient s'ajouter à un autre, plus ancien, fait à la puissance et aux intérêts russes dans la région : la construction d'un oléoduc

(dit « BTC », Bakou-Tbilissi-Ceyhan), inauguré en 2006, pour transporter le pétrole azéri à travers le territoire de la Géorgie et de la Turquie et destiné à fournir à l'Europe un approvisionnement en énergie alternatif à celui de la Russie et du Moyen-Orient.

La région appelée Artsakh par les Arméniens et Karabagh (« jardin noir ») en turc, dont la république d'Artsakh ne forme qu'une partie, est une ancienne terre de peuplement arménien. Les ancêtres des Arméniens, qui parlaient une langue d'origine indo-européenne, apparentée au grec et au phrygien selon l'historien Hérodote, arrivèrent en effet à l'est de l'Anatolie au cours du II^e millénaire av. J.-C. pour former l'un

l'alphabet arménien pour que la Bible soit traduite et lue en arménien. Preuve de l'importance de la province d'Artsakh pour les Arméniens, le premier monastère abritant une école où fut enseigné cet alphabet fut celui d'Amaras, au Karabagh, aujourd'hui situé sur la ligne de contact entre les positions arméniennes et azéries.

Il suffit de parcourir le territoire de la république d'Artsakh et tous ceux de l'Artsakh historique pour observer les nombreux vestiges d'époque antique et médiévale que les Arméniens ont laissés dans la région, les plus visibles étant les églises, les monastères et les milliers de pierres tombales en forme de croix dressée, les fameux *khatchkars* (croix-

En 301, l'Arménie devint le premier Etat chrétien au monde.

des peuples de l'empire pluriethnique qu'était le royaume d'Ourartou (XIII^e-VI^e siècle av. J.-C.). C'est là que la Bible place le mont Ararat, où se serait posée l'arche de Noé. Selon les spécialistes, le terme « Ararat » désignerait d'ailleurs précisément dans la Bible le royaume d'Ourartou.

A la charnière du VI^e et du V^e siècle av. J.-C., les Arméniens prirent le pouvoir sur ce qu'on appelle le haut plateau « arménien », soit la zone la plus montagneuse autour du mont Ararat. Les inscriptions perses commencent alors à évoquer l'Arménie à la place de l'Ourartou. C'est probablement à cette époque que, selon les sources grecques classiques, la province d'Artsakh fut arménisée. Depuis lors, l'histoire de l'Artsakh se confond avec celle de l'Arménie.

C'est en 301 que le roi d'Arménie Tiridate fit le choix, audacieux pour l'époque, de proclamer le christianisme religion d'Etat. L'Arménie devint alors le premier Etat chrétien au monde et l'on pourrait même dire la première nation chrétienne. Un siècle plus tard, au V^e siècle, le moine Mesrop Machtots inventa

pierres), dont le passage sous domination azérie menace directement la conservation. Parmi eux, le site archéologique de la ville antique de Tigranakert, fondée au I^{er} siècle av. J.-C. par le roi Tigrane II, le monastère d'Amaras, fondé au IV^e siècle, mais aussi l'église de Tzitzernavank (V^e siècle) et le monastère de Gandzasar (XIII^e siècle), grand centre religieux durant tout le Moyen Age.

C'est l'islamisation de l'Anatolie et de l'Azerbaïdjan actuels qui modifièrent peu à peu le paysage religieux autour des Arméniens. Au VII^e siècle, l'Arménie passa sous domination arabe, mais c'est au XI^e siècle que les premiers conquérants turcs s'installèrent dans le Caucase et en Anatolie, après la bataille de Manzikert (1071), où les armées byzantines avaient été mises en déroute par les Turcs seldjoukides.

Côtoyant jusque-là surtout des populations chrétiennes (hellénophones et orthodoxes en Anatolie, d'origine caucasienne et fidèles à l'Eglise arménienne dans l'Azerbaïdjan actuel), les Arméniens virent les populations d'Azerbaïdjan se convertir, dès le VIII^e siècle, à



AU GRÉ DES TRAITÉS
Ci-contre : brièvement indépendante entre 1918 et 1920, l'Arménie s'était vu attribuer par le traité de Sèvres trois des six vilayets arméniens de l'Empire ottoman. Ces dispositions furent rendues caduques par le traité de Lausanne signé en 1923 avec la Turquie de Mustafa Kemal. L'Arménie tomba ensuite dans le giron soviétique jusqu'à la chute de l'URSS en 1991. Ci-dessus : manuscrit du XIV^e siècle du monastère de Gandzasar au Haut-Karabagh. Page de gauche : célébration de la messe dans la cathédrale Saint-Sauveur de Chouchi.

l'islam, puis se mêler aux conquérants turcophones à partir du XI^e siècle. Si bien qu'aux XVI^e-XVII^e siècles au plus tard, l'Anatolie occidentale et l'Azerbaïdjan actuels étaient devenus majoritairement turcophones et musulmans, même si Grecs et Arméniens y conservaient encore de fortes positions par endroits.

Les derniers vestiges d'indépendance disparurent avec la chute du royaume arménien de Cilicie, au nord de la Syrie, tombé sous les coups des Mamelouks en 1375. Dès lors, les Arméniens se retrouvèrent soumis à deux pouvoirs musulmans : les Turcs ottomans à l'ouest à partir du XV^e siècle, les Perses safavides à l'est à partir du XVIII^e siècle. Ils résistèrent pourtant, dans une certaine mesure, au processus de colonisation et d'islamisation. Jusqu'au XIX^e siècle, la particularité du Karabagh et de quelques autres provinces montagneuses (autour du lac de Van ou à Zeytoun, au nord de la Cilicie) fut précisément de maintenir une majorité arménienne et chrétienne, ainsi qu'une petite aristocratie qui parvenait à conserver ses prérogatives militaires : ce sont les fameux *mélik*s (« roi », en arabe) du Karabagh – plutôt des hobereaux en réalité, auxquels l'écrivain Raffi (1835-1888), le Victor Hugo arménien, a consacré l'un de ses plus beaux romans historiques,

traduit en anglais sous le titre *The Five Melikdoms of Karabagh*.

Le paysage politique changea du tout au tout avec l'annexion du Karabagh par l'Empire russe en 1813, puis de la région d'Erevan et du lac Sevan en 1828, aux dépens de la Perse. L'occupation russe, que les Arméniens appelaient de leurs vœux depuis deux siècles, les fit passer du statut de citoyens de seconde zone, au sein de l'Empire perse safavide, à celui, plus enviable, de protégés des Russes, qui employaient les populations chrétiennes du Caucase – Géorgiens, Arméniens, Ossètes – comme forces supplétives de leurs troupes d'occupation. Les Arméniens du Karabagh, estimés depuis des siècles pour leurs capacités militaires, s'y engagèrent massivement, et nombreux furent ceux qui s'élevèrent à d'importantes positions de commandement au sein de l'armée russe.

En 1915, l'anéantissement des trois quarts de la population arménienne de l'Empire ottoman toucha aussi, dans une moindre mesure, celles qui vivaient sous domination russe, même si le gouvernement jeune-turc s'était efforcé d'étendre le génocide aux Arméniens du nord de l'Iran et du Caucase. Le Karabagh devint en revanche un problème politique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au moment du retrait des armées

russe de la région, consécutif à la révolution russe de novembre 1917. Lorsque l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan proclamèrent leur indépendance en mai 1918, se posa immédiatement la question de leurs frontières. L'Arménie revendiqua l'ex-province russe d'Erevan et du lac Sevan, auxquels le traité de Sèvres allait ajouter (en théorie), en août 1920, trois des six vilayets autrefois peuplés d'Arméniens de l'Empire ottoman. Mais elle réclama aussi le Karabagh, dont le cœur, forteresse montagneuse et chasse gardée des « méliks » à laquelle sa position donnait une importance stratégique, conservait une forte majorité arménienne, tandis que les territoires environnants étaient en majorité peuplés de musulmans, kurdes et turcs, notamment la province de Kelbadjar.

Une guerre éclata alors entre les deux Etats pour le contrôle de trois provinces à l'est et au sud de l'Arménie : Karabagh, Zanguezour et Nakhitchevan. La présence de l'armée ottomane dans le Caucase de mai à octobre 1918 conféra d'abord un avantage militaire à l'Azerbaïdjan turcophone, dont elle encadrait les forces armées. Mais son retrait, après la capitulation de l'Empire ottoman le 30 octobre 1918, permit aux Arméniens de conserver leurs positions au Karabagh et dans le Zanguezour.

C'est pendant cet affrontement qu'intervint l'épisode fondateur du différend historique entre l'Azerbaïdjan, son allié turc et l'Arménie. En septembre 1918, l'Azerbaïdjan se joignit à l'entreprise d'extermination menée depuis trois ans dans l'Empire ottoman par les Jeunes-Turcs : ce furent les massacres de Bakou, menés à bien par la population azérie locale et supervisés sur place par des officiers ottomans. Ils entraînèrent la mort de plus de 20 000 Arméniens. Cet épisode de collaboration politique ouverte entre les Jeunes-Turcs ottomans et les nationalistes azéris sur le territoire de la jeune république d'Azerbaïdjan est toujours nié par les autorités azéries, au même titre que le génocide arménien dans l'Empire ottoman, comme le montre la campagne ouvertement négationniste financée par l'actuelle république d'Azerbaïdjan.

L'arrivée de l'Armée rouge dans le sud du Caucase en 1920 mit un terme à la brève indépendance de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et gela le conflit autour des territoires contestés, jusqu'à la décision des Soviétiques de créer des républiques sur la base des nationalités. Naquirent alors dans le Caucase les Républiques soviétiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Politique, cette fois, la bataille reprit entre les nouvelles autorités

bolcheviques d'Arménie et d'Azerbaïdjan pour le contrôle des mêmes provinces du Karabagh, du Zanguezour et du Nakhitchevan, et tourna à l'avantage de l'Azerbaïdjan pour le Karabagh et le Nakhitchevan. Souvent attribuée à Staline, alors commissaire aux nationalités, d'origine géorgienne, cette décision fut en réalité un choix collectif pour favoriser l'expansion des idées révolutionnaires dans les Etats musulmans voisins, notamment en Turquie et en Iran.

Durant ces années, le général Mustafa Kemal, à la tête de l'armée turque, s'opposait militairement aux intérêts français et britanniques en refusant le traité de Sèvres, qui avait, en août 1920, consacré le partage des dépouilles de l'Empire ottoman entre zones d'influence occidentales. Les autorités bolcheviques décidèrent alors de soutenir ouvertement le mouvement nationaliste turc en lui fournissant des armes et de l'argent. Or celui-ci était entièrement aux mains des Jeunes-Turcs, réunis dans le parti Union et Progrès (Ittihad), auquel Kemal lui-même avait adhéré dès 1908 et qui avait conduit une active politique de destruction des Arméniens d'Anatolie et du Caucase pendant la Première Guerre mondiale.

Les autorités turques obtinrent donc de la Russie que le tracé des frontières

internes au Caucase russe, notamment entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie soviétiques, soit favorable à l'Azerbaïdjan turcophone. Elles y voyaient un intérêt géopolitique de long terme, notamment dans les régions du Karabagh et du Nakhitchevan, dont la population arménienne avait été chassée dès 1918, lors de l'occupation turque. En guise de consolation, les autorités soviétiques décidèrent néanmoins, en 1923, d'accorder à la région arménienne, désormais appelée Nagorny Karabagh (« Karabagh montagneux », soit « Haut-Karabagh »), un statut d'autonomie qui la préservait dans une certaine mesure de la tentation, bien réelle, de nettoyage ethnique du côté azéri. Les autorités soviétiques d'Arménie et du Karabagh continuèrent par la suite à réclamer à Moscou le rattachement du Karabagh à l'Arménie. En vain.

En février 1988, en pleine *perestroïka*, le parlement régional du Haut-Karabagh vota son rattachement à l'Arménie. Mais, à Bakou, les autorités azéries lancèrent une politique de terreur pour étouffer cette revendication : le 26 février 1988 à Soumgaït, à Ganja en novembre 1988 et à Bakou en janvier 1990, des pogroms firent des centaines de morts et provoquèrent la fuite des 200 000 Arméniens vivant dans le reste de l'Azerbaïdjan. Au Karabagh, qui abritait plus de

150 000 Arméniens, l'humeur était à la résistance plutôt qu'à la fuite. En 1991, les autorités du Karabagh organisèrent un référendum pour que leur droit à l'autodétermination soit reconnu par la communauté internationale.

Mais 1991 fut aussi l'année des indépendances pour les Républiques soviétiques : l'Arménie le 21 septembre, l'Azerbaïdjan le 18 octobre. Elles firent basculer dans la guerre le conflit, jusqu'ici (mal) contenu par les Soviétiques au bénéfice de l'Azerbaïdjan. En 1992, les combats les plus décisifs tournèrent à l'avantage des forces arméniennes, qui occupèrent au début de 1993 les territoires azéris limitrophes de la république du Karabagh proprement dite. Elles les conservèrent par la suite comme monnaie d'échange

les revenus considérables que le pays tirait de sa rente pétrolière depuis la signature, en 1994, du « contrat du siècle » avec des compagnies étrangères pour son exploitation. Le budget militaire de l'Azerbaïdjan avait, depuis, progressé de manière significative, passant de 200 millions de dollars en 2004 à plus de 3 milliards en 2019. En avril 2016, l'Azerbaïdjan déclencha des hostilités, mais la Russie mit un terme aux combats au bout de quatre jours. Compte tenu de la disproportion croissante entre les forces militaires en présence et des appétits du président turc Erdogan, leur reprise, le 27 septembre 2020, était inévitable.

Relayé par les médias azéris d'autant plus facilement que la liberté de la presse est inexistante en Azerbaïdjan, le climat

Arméniens, de les « chasser comme des chiens », comme l'a promis le président Aliiev le 5 octobre dernier, puis le 9 novembre, jour de la signature de l'accord de cessez-le-feu.

De fait, l'Azerbaïdjan n'esquisse pour l'heure aucun geste de bonne volonté pour favoriser une coexistence pacifique. Le président Aliiev a ainsi organisé à Bakou, le 10 décembre, une grande parade militaire pour célébrer la victoire, au cours de laquelle il a affirmé que les provinces du lac Sevan et d'Erevan, en Arménie, sont d'anciennes régions azéries, laissant ainsi planer la menace d'une guerre de conquête contre le cœur de l'Arménie elle-même. A ses côtés, le président turc Erdogan a rendu un hommage appuyé à Enver pacha, ministre de la Guerre jeune-turc, connu pour son rôle décisif dans le génocide arménien mais aussi comme fervent partisan du pantouranisme, cette idéologie de l'extrême droite nationaliste turque visant à regrouper tous les peuples turcophones d'Anatolie, du Caucase et d'Asie centrale. Un hommage révélateur des objectifs de la Turquie nouvelle qu'Erdogan cherche à réaliser, depuis le virage ultra-autoritaire de 2015, afin de rivaliser avec l'héritage de Mustafa Kemal.

Une reconnaissance internationale, à l'instar de celle du Kosovo, permettrait-elle de sortir la république du Karabagh de cette zone de non-droit qui la prive de toute forme de soutien international, même humanitaire, et encourage l'Azerbaïdjan et la Turquie à recourir, une fois encore, au nettoyage ethnique ? Il est permis d'en douter, compte tenu de la nouvelle donne militaire sur place, mais aussi de l'embarras de l'Europe et des Etats-Unis, réticents à sanctionner un président azéri aux vastes ressources pétrolières et qui semble bien décidé à sortir de l'orbite russe.

On touche ici au point névralgique du conflit du Karabagh, qui concerne plus largement la sécurité des approvisionnements de l'Europe, des Etats-Unis et d'Israël en pétrole et en gaz. L'Azerbaïdjan est en effet un exportateur relativement important : ses réserves de gaz

sont estimées à plus de 2 trillions de m³ et celles de pétrole à 7 milliards de barils. Les grandes sociétés européennes et américaines ont des entrées privilégiées auprès de leurs gouvernements et déploient d'importants moyens de lobbying en faveur de l'Azerbaïdjan. Le pays contribue aussi à hauteur de 40 % aux besoins en hydrocarbures d'Israël et bénéficie d'un partenariat stratégique : Israël lui a livré, entre 2015 et 2019, 60 % de ses armes, et des centaines de conseillers militaires israéliens sont actifs dans ce pays frontalier de l'Iran.

Face à cet enjeu stratégique, le risque de nettoyage ethnique et de disparition physique de la population arménienne du Karabagh pèse d'un faible poids diplomatique. C'est pour la même raison que les revendications arméniennes pour la reconnaissance internationale de l'indépendance de la république du Karabagh n'ont jamais rencontré un écho favorable. Face à une situation similaire de nettoyage ethnique et de pogroms, l'Europe et les Etats-Unis n'avaient pas hésité à détacher de la Serbie la province du Kosovo en 1999 et à reconnaître son indépendance en 2008. Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avait alors été reconnu comme principe fondamental par une centaine d'Etats. Il est vrai que la Serbie n'avait pas de pétrole et privilégiait, comme l'Arménie, l'alliance russe.

Mikaël Nichanian est historien, conservateur chargé des collections arméniennes à la BnF, et chercheur associé au laboratoire Orient et Méditerranée (CNRS/Collège de France).

À LIRE de Mikaël Nichanian



Détruire les Arméniens. Histoire d'un génocide
PUF
280 pages
21 €



PHOTOS : © ANTOINE ACQUEDIAN, © RYUMIN ALEXANDER/TASS/ABACA.

PARTIR OU RESTER Ci-dessus : à Berdzor (Latchin), un homme embrasse la porte d'une église avant de quitter la région attribuée à l'Azerbaïdjan. La ville est située au centre du corridor de Latchin qui relie l'Arménie au Haut-Karabagh. Les forces russes présentes sur place sont censées garantir la libre circulation entre les deux Etats arméniens durant cinq ans. Au milieu et en haut : la première messe célébrée au monastère de Dadivank depuis la fin des combats. Les prêtres et les Arméniens restés sur place après le rattachement de la région à l'Azerbaïdjan ont été placés sous la protection de militaires russes pour une période de cinq ans.